

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BECTON DICKINSON

11 rue Aristide Bergès - BP 4
38800 Le Pont-De-Claix

Références : 2024-Is070TS2
Code AIOT : 0006104785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement BECTON DICKINSON implanté 11 rue Aristide Bergès 38800 Le Pont-de-Claix. L'inspection a été annoncée le 16/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BECTON DICKINSON
- 11 rue Aristide Bergès 38800 Le Pont-de-Claix
- Code AIOT : 0006104785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société BECTON DICKINSON (BD) est spécialisée dans la technologie médicale. Elle est

implantée sur la commune de Le Pont de Claix, où elle fabrique des seringues en verre à usage unique.

Les activités de la société BD sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°2007-04053 du 2 mai 2007, modifié et complété par les arrêtés préfectoraux n°2011-039-0020 du 8 février 2011, n°2014-034-0022 du 3 février 2014, n°DDPP-ENV-2016-01-17 du 29 janvier 2016, n°DDPP-DREAL UD38-2019-09-10 du 16 septembre 2019 et n°DDPP-DREAL UD38-2022-10-07 du 22 octobre 2022.

Le site relève du régime de l'autorisation pour l'activité de travail du verre (rubrique n°2530) ainsi que pour le stockage et la mise en œuvre de plusieurs gaz inflammables (propane, oxyde d'éthylène, oxygène et hydrogène) vérifiant la règle du cumul Seveso seuil bas.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Plans d'urgence
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des matières dangereuses stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
7	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bilan de la surveillance pérenne RSDE	Arrêté Préfectoral du 19/10/2011	Sans objet
3	Gestion de la MMR du PhD n°2 (Bleve de la citerne de propane liquéfié)	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Sans objet
4	Présence d'un POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 4ème alinéa	Sans objet
5	Test du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Sans objet
6	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3ème alinéa	Sans objet
8	Correspondance POI – EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que les MMR de protection d'un des scénarios majorants permettant la réduction des distances d'effets hors site sont gérées conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.

Le suivi de l'état des stocks des matières dangereuses présente des marges de progression

concernant la disponibilité de cet état, son accessibilité à distance et les conditions de recalage périodique.

L'inspection a constaté que le POI a été mis à jour récemment suite à la révision de l'étude des dangers.

La stratégie des prélèvements environnementaux en cas de situations accidentelles est bien prise en compte dans le POI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bilan de la surveillance pérenne RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2011
Thème(s) : Risques chroniques, rapport final de surveillance pérenne
Prescription contrôlée : Courrier de Becton Dickinson en date du 09/09/2016 de transmission du rapport de final de la surveillance pérenne
Constats : <u>Bilan de la surveillance pérenne RSDE</u> Dans le cadre de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées, le site Becton Dickinson de Pont de Claix a réalisé une surveillance initiale en 2012 et une surveillance pérenne de 2013 à 2016. Le rapport final de la surveillance pérenne a été transmis par courrier du 9 septembre 2016. Conformément aux demandes de l'inspection, la surveillance pérenne a porté sur l'eau amont (organoétains, zinc, cuivre, DCO, MES), au niveau du rejet des eaux industrielles n°1 vers le réseau des eaux usées (sortie station de neutralisation) et au niveau du rejet des eaux industrielles n°2 (eaux industrielles de purification) au réseau d'eaux pluviales, sur les paramètres organoétains, zinc, cuivre (hors rejet n°2), DCO, MES. Il ressort de cette surveillance : <ul style="list-style-type: none">- l'absence de détection des organoétains ;- la présence de cuivre (flux maximal : 3,9 g/j ; concentration maximale 82 µg/l) et de zinc (flux maximal : 21 g/j ; concentration maximale 190 µg/l) au niveau des rejets.- que les concentrations et flux mesurés sur l'eau amont pour le cuivre et le zinc sont du même ordre de grandeur, voire supérieurs aux concentrations et flux mesurés au niveau des rejets. Ainsi, les flux maximum mesurés au niveau des rejets sont inférieurs ou du même ordre de grandeur que les seuils à partir desquels une valeur limite en concentration s'applique selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 24/08/17 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement (pour le zinc, 800 µg/l si le flux est supérieur à 20 g/j ; pour le cuivre, 150 µg/l si le flux est supérieur à 5 g/j), ainsi qu'aux seuils à partir desquels une surveillance des rejets doit être mise en place (200 g/j pour le zinc et le cuivre).

Ainsi, l'inspection confirme que la surveillance des substances initialement retenues en surveillance pérenne peut être interrompue, et qu'il n'y a donc pas lieu d'intégrer le suivi de ces paramètres au programme d'autosurveillance des rejets prévu par l'arrêté préfectoral réglementant l'exploitation du site.

Les cadres de surveillance des rejets aqueux (eaux industrielles neutralisées et eaux industrielles de purification) figurant dans l'application GIDAF seront mis à jour afin de prendre en compte l'arrêt de la surveillance concernant les paramètres organoétains, zinc, cuivre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières dangereuses stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité et contenu de l'état des stocks

Prescription contrôlée :

Etat des matières stockées-dispositions spécifiques

Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement (seveso seuil bas) ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Voir la partie confidentielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Voir la partie confidentielle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Gestion de la MMR du PhD n°2 (Bleve de la citerne de propane liquéfié)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi MMR

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Constats :

Voir la partie confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Présence d'un POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 4ème alinéa

Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023
Constats : Le POI du site a été mis à jour le 23/08/2023 suite à la révision de l'étude des dangers réalisée en février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Test du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
Thème(s) : Risques accidentels, Test du POI
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.
Constats : Un exercice POI a eu lieu le 25 novembre 2022 et a porté sur le scénario « départ de feu au bâtiment B13 (bâtiment des services techniques) ». Les axes d'amélioration sont identifiés et les actions correctives associées sont mises en œuvre. Le 16/12/2024, l'inspection a vérifié lors d'un test téléphonique que le numéro de téléphone du cadre d'astreinte mentionné dans le POI était bien opérationnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3ème alinéa
Thème(s) : Situation administrative, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Les formations des DOI et des adjoints DOI ainsi que leurs recyclages sont assurés en interne. Le gardiennage est assuré par un prestataire.

L'agent de sécurité intervient sur ordre de Becton Dickinson et dispose d'une liste de consignes en cas de détection d'une situation d'urgence.

Les équipiers de seconde intervention (ESI) suivent en interne un recyclage trimestriel et une fois par an un recyclage externe.

L'exploitant a présenté le tableau de suivi des recyclages des ESI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Selon le POI, l'adjoint DOI a comme fonction d'engager les premiers prélèvements environnementaux.

Le responsable opération encadre l'intervention de ces premiers prélèvements.

<p>Le POI décrit pour 8 scénarios d'accident les actions à engager et désigne clairement les personnes chargées de les mettre en œuvre.</p> <p>L'évacuation totale ou partielle des personnes se trouvant sur le site est validée pour la DOI.</p> <p>Compte tenu du risque toxique associé aux scénarios d'accidents d'oxyde d'éthylène, l'exploitant déclare que la nature du risque est pris en compte lors de l'évacuation des personnes via la diffusion dans les bâtiments de messages pré-enregistrés.</p> <p>Le POI précise notamment les modalités d'obtention des états de stocks des produits dangereux.</p> <p>La stratégie des premiers prélèvements environnementaux est présentée dans le POI.</p> <p>Elles concernent 20 produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.</p> <p>L'avis du 1^{er} décembre 2022 prévoit que les substances toxiques présentant des effets toxiques irréversibles en dehors des limites du site et atteignant des zones occupées par des tiers soient identifiées dans la stratégie de prélèvements environnement.</p> <p>Dans l'étude de dangers, des phénomènes dangereux mettant en œuvre l'oxyde d'éthylène présentent des effets toxiques hors site ; or aucun prélèvement n'est identifié pour cette substance.</p> <p>L'exploitant a contractualisé avec ATMO AURA pour la mise en œuvre des prélèvements (convention en date du 2 mai 2023) à l'extérieur du site.</p> <p>Les méthodologies de prélèvement et les points de prélèvements présentés dans le POI n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.</p> <p>Dans le cadre de la gestion post-accidentelle, les actions de nettoyage et de remise en état sont présentées dans le POI. L'exploitant s'appuie sur une entreprise spécialisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Proposition de suites n°2 :</u></p> <p>L'exploitant complète sous 1 mois sa stratégie de prélèvements environnementaux concernant l'oxyde d'éthylène compte tenu des effets irréversibles hors site modélisés pour le scénario majorant mettant œuvre cette substance toxique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Correspondance POI – EDD

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir partie confidentielle</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>